Communiqué de l'USP du 23 novembre 2026

La liberté associative contre l'offensive du RN

À propos de la proposition de loi « sur la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre », **la Ligue des droits humain**[1] considère qu'elle « répond à une **idéologie d'extrême droite** qui considère que tout acte policier est nécessairement justifié et n'a pas à être interrogé ». La LDH « s'oppose donc au vote de cette loi qui bloquerait l'ouverture d'enquête en cas de tir policier après un refus d'obtempérer ou dans le cadre du maintien de l'ordre. Il n'y aurait plus de possibilité de recueillir les preuves qui disparaissent rapidement (comme les enregistrements des caméras de surveillance). Les difficultés probatoires seraient ainsi accrues, alors que les nombreuses mutilations d'enfants liées à l'usage d'armes dites sublétales lors des mobilisations lycéennes exigent au contraire une enquête approfondie. » « Ce serait un signal dangereux à ne plus respecter le cadre légal de contrôle de l'absolue nécessité et de stricte proportionnalité au moment du tir. »

La Cimade[2], « Alors que les mobilisations sociales expriment des revendications légitimes et que les réponses politiques s'enlisent dans une surenchère répressive, la Cimade alerte sur les atteintes aux libertés fondamentales et les menaces qui pèsent sur l'État de droit. **Face à l'instrumentalisation des migrations, aux discours de haine et aux tentations autoritaires**, elle appelle à défendre sans concession les libertés publiques, la justice sociale et l'égalité des droits. » **« L'extrême-droite ne pourrait rêver meilleur contexte pour continuer à dérouler ses propositions racistes, discriminatoires et anti-démocratiques**. ». « La Cimade est aux premières loges pour constater, auprès des personnes qu'elle accompagne, la précarisation accrue, les poids des inégalités, les entraves au droit à l'éducation. C'est ce même droit à l'émancipation que nous demandons pour **les jeunes mineurs étrangers** entravés dans leurs apprentissage par des politiques migratoires qui les excluent ; c'est ce même droit à la dignité que nous réclamons pour **les personnes sans papiers** qui subissent durement le démantèlement des services publics, la dégradation des conditions de travail et la hausse du cout de la vie ; c'est aussi richesse de la recherche française que nous défendons quand nous contestons les mesures qui retirent aux **étudiants étrangers** les moyens de leur existence.
Défense des libertés, combat antiraciste, solidarité au-delà des frontières sont intimement liées plus que jamais pour la Cimade. Pour nous aussi.

Dans la même période, **ATTAC** souligne que « dans une quinzaine de villes, **des groupuscules fascistes** ont attaqué physiquement les cortèges, avec la complicité de la police. ». Et « en combinant l'asphyxie financière des militant·es et l'impunité policière, le gouvernement ne se contente pas de piétiner l'Etat de droit pour imposer sa politique : **il prépare le terrain à l'extrême droite. »**
Dans sa logique totalitaire, le RN s'attaque donc aux associations. *Le Monde* le précise :
« Associations, syndicats, magistrats, journalistes : les dirigeants du Rassemblement national multiplient les attaques publiques contre les corps intermédiaires, les institutions et les organisations civiles susceptibles de les critiquer. ». « Marine Le Pen promeut désormais une approche politique des associations et de leurs financements, que le RN veut réduire de 4 milliards d'euros dès la première année d'un hypothétique mandat. La candidate a rajouté cet automne un nouveau critère d'éligibilité à l'argent de l'Etat : ne pas être « politique », ni même « politisé ». C'est un durcissement symptomatique des assauts menés depuis la fin de l'année 2025 contre des piliers de la démocratie libérale : juridictions, syndicats, presse, et donc associations. ». « À rebours de la stratégie de notabilisation instaurée par Marine Le Pen, le parti ne retient plus ses coups contre ceux qui entraveraient son accès au pouvoir ou oseraient remettre en cause le bien-fondé de ses idées. ». « La conception césariste de la démocratie portée par le RN n'admet aucune entrave. »

52 rue Gallieni 92240 Malakoff- Tél/fax 01 46 57 85 85- e-mail : uspsy@free.fr – site : www.uspsy.fr

L'USP a pris position depuis toujours contre l'extrême-droite.
L'extrême droite change, évolue, se dissimule, joue à se dire l'amie des Juifs, etc. Mais ces dernières semaines, le caractère illibéral, islamophobe plus que jamais, ennemi des minorités, corrompu, ami des nazis, violent, a été dévoilé à nouveau.
En ces temps difficiles, le Rassemblement national recueille pourtant le soutien de plus de 30 % des citoyens. L'oligarchie financière de France (celle des États-Unis aussi) le soutient, avec son réseau de chaînes de télévision, de radios, de journaux, d'éditions. Nous vivons une époque où les groupuscules fascistes (se reconnaissant comme tels) s'attaquent à nos manifestations, où les syndicats de policiers ne cachent pas leur sympathie pour l'extrême droite, où les policiers et gendarmes votent majoritairement, ou peu s'en faut, pour le RN, avec leurs hiérarchies. Dans ce climat politique délétère, les droites se dispersent tout en se radicalisant à droite ; elles deviennent progressivement des satellites du RN. Actuellement, vraiment, l'hypothèse d'une victoire du RN aux présidentielles s'affirme plus possible que jamais.
Ce constat nous oblige. Marine Le Pen annonce qu'elle veut asphyxier la LDH, traitée de « ramassis de gauchistes ». C'est avec les associations amies, dont la LDH bien sûr, que nous devons resserrer les liens, face au danger que représente le RN.
Et, résolument, scander avec la jeunesse qui occupe nos rues, « siamo tutti antifascisti », qui est un des slogans préférés de cette jeunesse courageuse.

1. https://www.ldh-france.org/la-proposition-de-loi-sur-la-presomption-de-legitime-defense-pour-les-forces-de-lordre-ne-doit-pas-passer/
2. https://www.lacimade.org/presse/face-aux-offensives-liberticides-et-a-la-montee-des-extremes-droites-defendons-les-libertes-et-la-justice/
3. https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/11/13/presidentielle-2027-l-offensive-illiberale-de-marine-le-pen_6809272_823448.html

Pascal Boissel, vice-président
Charles-Olivier Pons, président